



## SOMMAIRE

## ÉDITORIAL

— Opération Northwoods : quand l'état-major interarmes américain planifiait des attentats contre sa population (pp. 3-9).

— Sécurité-Défense : les instructions secrètes du département de la Défense (pp. 10-11).

— Liberté immuable, chronologie (pp. 12-14).

Pour recevoir gratuitement nos bulletins *ConflictGlobal.Net*, et *Sources Ouvertes* abonnez-vous à la liste de diffusion du Réseau Voltaire sur [www.reseauvoltaire.net](http://www.reseauvoltaire.net)

## Macabre mise en scène

Six semaines après les attentats du 11 septembre 2001, la version officielle ne fait plus illusion. Dès la fin septembre, nous avons mis en doute la théorie selon laquelle ils seraient le fait d'ennemis extérieurs des États-Unis et nous avons émis l'hypothèse d'une responsabilité des Forces spéciales clandestines. Puis, nous avons montré que l'attentat contre le Pentagone ne s'est pas du tout déroulé comme le prétend le département de la Défense. Enfin, nous avons mis en évidence les liens financiers étroits qui unissent les familles Bush et Ben Laden.

Nos informations, qui continuent d'être ignorées par nos confrères français, ont été largement reprises à l'étranger, notamment dans la presse arabe. En Amérique centrale, le grand hebdomadaire d'actualité *Proceso* a même publié une version espagnole intégrale de notre étude sur les finances de Ben Laden<sup>1</sup>.

De nouveaux éléments s'accroissent qui confirment nos hypothèses. Les attentats du 11 septembre sont une macabre mise en scène destinée non à tuer, mais à frapper les esprits. Après l'annonce de trente à quarante mille morts, le bilan n'a cessé d'être revu à la baisse. Il n'est heureusement en définitive que de trois mille morts.

Il n'est plus possible de croire qu'Oussama Ben Laden serait en



White House photo by Tina Hager

guerre contre les États-Unis depuis la guerre du Golfe, voire même seulement depuis la déchéance de sa nationalité saoudienne. *Le Figaro* du 31 octobre révèle que le prétendu ennemi public n° 1 a été soigné à l'hôpital américain de Dubaï du 4 au 14 juillet 2001. Il y a fait salon, recevant des personnalités émirates et saoudiennes, et même le chef de poste de la CIA. *Canal +* indique qu'Ali Mohammed, incarcéré aux États-Unis et soupçonné d'être le superviseur des attentats attribués à Ben Laden, en 1998, contre les ambassades US au Kenya et en Tanzanie, est un officier de renseignement américain. De 1987 à son arrestation, en 1998, il donnait des cours en alternance au centre de formation des stay-behind à Fort Bragg et dans les camps de Ben Laden au Soudan et en Afghanistan ! *Le Times of India* du 9 octobre indique que le général Mahmud Ahmed, chef des services secrets pakistanais, a viré 100 000 dollars sur le compte bancaire de Mohammed Atta, au cours de l'été. Or, Atta est accusé par le FBI d'être le superviseur des attentats du 11 septembre. *L'Observer* du 3 novembre révèle que Saleh Idris, l'associé d'Oussama Ben Laden, n'est pas seulement le propriétaire d'IES Digital Systems, qui assure la sécurité du Parlement et des institutions britanniques, mais aussi de la société de sécurité

qui protège les installations nucléaires civiles du Royaume-Uni. Etc.

Ouvrons les yeux : une guerre peut en cacher une autre. Le conflit Ben Laden/USA n'est qu'un leurre permettant de justifier les opérations militaires anglo-américaines en Afghanistan. Celles-ci n'ont pas pour finalité de s'emparer d'un prétendu chef terroriste, mais de renverser le régime taliban pour construire un gazoduc. Il n'y a là ni djihad, ni croisade, que des intérêts financiers et pétroliers.

Thierry Meyssan

---

1 *Proceso* du 21 octobre 2001. Un grupo francés de investigación retoma la hebra de los lazos económicos entre los Bin Laden y los Bush, y establece cómo una sospechosa trama financiera precedió al ataque a Nueva York (traduction par Anne-Marie Mergier) <http://www.proceso.com.mx/1303/1303n18.html>. Lazos financieros unen a las familias Bush y Bin Laden <http://www.proceso.com.mx/1303/1303n19.html>.



## Opération Northwoods

**Quand l'état-major américain planifiait des attentats terroristes contre sa population**

*Alors que l'ensemble des dirigeants politiques occidentaux et de la presse présentaient les événements du 11 septembre 2001 comme des attentats terroristes exclusivement fomentés par al-Qaeda, nous avons expliqué dès le 27 septembre (cf. Note d'information du Réseau Voltaire n° 235-236) qu'ils avaient été réalisés avec le soutien, sinon sur ordre, d'un groupe d'officiers supérieurs américains. Nous avons présenté une dissidence du réseau stay-behind de l'Alliance atlantique, les Special Forces Underground (Forces spéciales clandestines) et leur vitrine légale, la Major General Edwin A. Walker Society, comme les probables concepteurs de cette opération.*

*Nos informations ont plongé une partie de nos lecteurs dans la perplexité. Six semaines plus tard, les attentats du 11 septembre restent attribués par les Occidentaux aux seuls réseaux d'Oussama Ben Laden, mais les autorités ont été forcées de reconnaître que la responsabilité des attentats à l'anthrax revient à l'extrême droite américaine. Le point de vue officiel persiste néanmoins à distinguer extrémisme politique intérieur et terrorisme*

---

*islamiste extérieur, alors que l'alliance de ces mouvements est certaine et ancienne, scellée autour d'un antisémitisme viscéral. Certains de nos lecteurs nous ont objecté qu'il était inconcevable que des " patriotes " américains aient pu participer à des opérations impliquant la mort de milliers de leurs compatriotes. Pour parfaire leur information, nous présentons dans ce numéro une étude sur l'opération " Northwoods ", conçue en 1962, par l'état-major interarmes des États-Unis et qui prévoyait une série d'attentats tuant des civils et des militaires américains pour mobiliser l'opinion publique contre Fidel Castro. Les amis du major général Edwin A. Walker avaient notamment planifié un attentat contre un bâtiment de guerre et un détournement d'avion. Parmi les conjurés se trouvaient d'actuels responsables de l'armée des États-Unis. La réalisation de ce plan dément fut empêchée in extremis par le président John F. Kennedy.*

## L'OPÉRATION MANGOOSE

**E**n 1958 à Cuba, des insurgés conduits par les colonels Fidel et Raul Castro, Che Guevara et Camilo Cienfuegos renversent le régime fantoche de Fulgencio Batista. Le nouveau gouvernement, qui n'est pas encore communiste, met fin à l'exploitation en coupe réglée de l'île à laquelle se livrent un groupe de multinationales états-uniennes (Standard Oil, General Motors, ITT, General Electric, Sheraton, Hilton, United Fruit, Est Indian Co) et la famille Bacardi depuis six ans. En retour, ces entreprises convainquent le président Eisenhower de renverser les castristes.

Le 17 mars 1960, le président Eisenhower approuve un " Programme d'actions clandestines contre le régime castriste ". Son but est de " remplacer le régime de Castro par un autre, plus fidèle aux véritables intérêts du peuple cubain et plus acceptable pour les États-Unis, par des moyens évitant toute visibilité de l'intervention US " <sup>1</sup>.

Le 17 avril 1961, une brigade d'exilés cubains et de mercenaires, plus ou moins discrètement encadrée par la CIA, tente un débarquement à la Baie des Cochons. L'opération tourne au fiasco. Le président John F. Kennedy, qui venait d'arriver à la Maison-Blanche, refuse d'envoyer l'US Air Force appuyer les mercenaires. 1 500 hommes sont faits prisonniers par les autorités cubaines. Kennedy désavoue l'opération et révoque le directeur de la CIA (Allen Dulles), le directeur adjoint (Charles Cabell) et le directeur du stay-behind (Richard Bissell). Il confie une enquête interne à son conseiller militaire, le général Maxwell Taylor, mais elle n'est suivie d'aucune mesure concrète. Kennedy s'interroge sur l'attitude de l'état-major interarmes (illustration page précédente : le drapeau de l'état-major interarmes), qui avait validé l'opération alors qu'il la savait vouée à l'échec <sup>2</sup>. Tout semble s'être passé comme si les généraux avaient tenté d'impliquer les États-Unis dans une guerre ouverte contre Cuba.

Si le président Kennedy a sanctionné les méthodes et les échecs de la CIA, il n'a pas remis en question la politique d'hostilité de Washington à l'égard du pouvoir en place à La Havane. Il met en place un " Groupe spécial élargi " chargé de concevoir et de conduire la lutte anti-castriste. Ce groupe est composé de son frère, Robert Kennedy (attorney général), de son conseiller militaire (le général Maxwell Taylor), du conseiller national pour la sécurité (Mc Gorge Bundy), du secrétaire d'État (Dean Rusk), assisté d'un conseiller (Alexis Johnson), du secrétaire à la Défense (Robert McNamara), assisté d'un conseiller (Roswell Gilpatric), du nouveau directeur de la CIA (John McCone), et du chef d'état-major interarmes (le général Lyman L. Lemnitzer).

Ce Groupe spécial élargi imagine un ensemble d'actions secrètes rassemblées sous le titre générique d'opération " Mangoose " (Mangouste). Pour les réaliser, la coordination opérationnelle entre le département d'État, le département de la Défense et la CIA est confiée au général Edward Lansdale (assistant du secrétaire à la Défense,

---

Les chefs d'état-major responsables du projet Northwoods.

De gauche à droite : l'amiral George W. Anderson Jr. (chef des opérations navales), le général George H. Decker (chef d'état-major de l'armée de terre), le général Leymyan L. Leymintzer (chef d'état-major interarmes), le général Curtis E. LeMay (chef d'état-major de l'armée de l'air), le général David M. Shoup (commandant du corps des marines).



en charge des opérations spéciales, et à ce titre directeur de la NSA). Tandis qu'au sein de la CIA, une unité ad hoc est constituée, le " Groupe W ", dirigé par William Harvey.

### LA CRISE AU SEIN DES ARMÉES

**E**n avril 1961, l'armée des États-Unis est traversée par une crise grave : le major général Edwin A. Walker, qui avait suscité les affrontements racistes de Little Rock avant de prendre le commandement de l'infanterie stationnée en Allemagne, est révoqué par le président Kennedy<sup>3</sup>. Il est accusé de développer un prosélytisme d'extrême droite dans les armées. Lui-même appartiendrait à la John Birch Society et aux Authentiques Chevaliers du Klu Klux Klan.

La commission des Affaires étrangères du Sénat diligente une enquête sur l'extrême droite militaire. Les auditions sont conduites par le sénateur Albert Gore (D-Tennessee), père du futur vice-président américain. Les sénateurs suspectent le chef d'état-major interarmes, le général Lyman L. Lemnitzer, de participer au complot Walker. Gore sait que Lemnitzer est un spécialiste de l'action secrète : en 1943, il avait personnellement dirigé les négociations

---

visant à retourner l'Italie contre le Reich, puis, en 1944, il conduisit avec Allen Dulles les négociations secrètes avec les nazis à Ascona (Suisse) préparant la capitulation (opération Sunrise)<sup>4</sup>. Il participa à la création du réseau stay-behind de l'Alliance, retournant des agents nazis pour lutter contre l'URSS, et à l'exfiltration de criminels contre l'humanité vers l'Amérique latine. Mais Gore ne parvint pas à mettre en évidence sa responsabilité dans les événements contemporains.

Une correspondance secrète du général Lemnitzer, récemment publiée, montre qu'il complotait avec le commandant des forces américaines en Europe (le général Lauris Norstad) et d'autres officiers de très haut rang pour saboter la politique de John F. Kennedy.

Les militaires extrémistes dénoncent le refus de Kennedy d'intervenir militairement à Cuba. Ils considèrent les civils de la CIA comme responsables de la mauvaise planification du débarquement de la Baie des Cochons, et le président Kennedy comme un lâche pour avoir refusé l'appui de l'US Air Force. Pour débloquer la situation, ils imaginent de fournir un prétexte politique à Kennedy pour intervenir militairement. Ce plan, dit opération "Northwoods" (Bois du nord), donne lieu à des études poussées qui sont formalisées par le brigadier général William H. Craig. Il est présenté au Groupe spécial élargi par le général Lemnitzer lui-même, le 13 mars 1962 (notre document). La réunion se tient au Pentagone, dans le bureau du secrétaire de la Défense, de 14 h 30 à 17 h 30. Elle se termine très mal : Robert McNamara rejette le plan en bloc, tandis que le général Lemnitzer se fait menaçant. S'ensuivent six mois de permanente hostilité entre l'administration Kennedy et l'état-major interarmes, puis l'éloignement de Lemnitzer et sa nomination comme chef des forces US en Europe. Avant de partir, le général donne l'ordre de détruire toutes les traces du projet Northwoods, mais Robert McNamara conserve la copie du mémo qui lui avait été remis<sup>5</sup>.

### ATTENTATS TERRORISTES

L'opération Northwoods vise à convaincre la communauté internationale que Fidel Castro était irresponsable au point de représenter un danger pour la paix de l'Occident. Pour ce faire, il est prévu d'orchestrer, puis d'imputer à Cuba de graves dommages subis par les États-Unis. Voici quelques-unes des provocations projetées :

— Attaquer la base américaine de Guantanamo. L'opération aurait été conduite par des mercenaires cubains sous uniforme des forces de Fidel Castro, elle aurait inclus divers sabotages et l'explosion du dépôt de munitions, laquelle aurait nécessairement provoqué des dégâts matériels et humains considérables .

— Faire sauter un navire américain dans les eaux territoriales cubaines de manière à raviver la mémoire de la destruction du Maine, en 1898 (266 morts), qui provoqua l'intervention américaine contre l'Espagne<sup>6</sup>. Le bâtiment aurait été en réalité vide et télécommandé. L'explosion aurait été visible de La Havane ou de Santiago pour que l'on dispose de témoins. Des opérations de secours auraient été conduites pour crédibiliser des pertes. La liste des victimes aurait été publiée dans la presse et de fausses obsèques auraient été organisées pour susciter l'indignation. L'opération aurait été déclenchée lorsque des navires et avions cubains se seraient trouvés dans la zone pour pouvoir leur imputer une attaque.

— Terroriser les exilés cubains en organisant quelques plasticages contre eux à Miami, en Floride, et même à Washington. De faux agents cubains auraient été arrêtés pour disposer d'aveux. De faux documents compromettants, établis à l'avance, auraient été saisis et distribués à la presse.

~~TOP SECRET SPECIAL HANDLING NOFORN~~



THE JOINT CHIEFS OF STAFF  
WASHINGTON 25, D.C.

UNCLASSIFIED

13 March 1962

MEMORANDUM FOR THE SECRETARY OF DEFENSE

Subject: Justification for US Military Intervention  
in Cuba (TS)

1. The Joint Chiefs of Staff have considered the attached Memorandum for the Chief of Operations, Cuba Project, which responds to a request of that office for brief but precise description of pretexts which would provide justification for US military intervention in Cuba.
2. The Joint Chiefs of Staff recommend that the proposed memorandum be forwarded as a preliminary submission suitable for planning purposes. It is assumed that there will be similar submissions from other agencies and that these inputs will be used as a basis for developing a time-phased plan. Individual projects can then be considered on a case-by-case basis.
3. Further, it is assumed that a single agency will be given the primary responsibility for developing military and para-military aspects of the basic plan. It is recommended that this responsibility for both overt and covert military operations be assigned the Joint Chiefs of Staff.

For the Joint Chiefs of Staff:

*L. L. Lemnitzer*  
 L. L. LEMNITZER  
 Chairman  
 Joint Chiefs of Staff

SYSTEMATICALLY REVIEWED  
 BY JCS ON 21 May 84  
 CLASSIFICATION CONTINUED

1 Enclosure  
 Memo for Chief of Operations, Cuba Project EXCLUDED FROM GDS

EXCLUDED FROM AUTOMATIC  
 REGRADING; DOD DIR 5200.10  
 DOES NOT APPLY

~~TOP SECRET SPECIAL HANDLING NOFORN~~

---

— Mobiliser les États voisins de Cuba en leur faisant accroire une menace d'invasion. Un faux avion cubain aurait bombardé de nuit la République Dominicaine, ou un autre État de la région. Les bombes utilisées auraient été évidemment de fabrication soviétique.

— Mobiliser l'opinion publique internationale en détruisant un vol spatial habité. Pour frapper les esprits, la victime aurait été John Glenn, premier Américain à avoir parcouru une orbite complète de la terre (vol Mercury).

Une provocation avait été plus particulièrement étudiée :

— “ Il est possible de créer un incident qui démontrera de manière convaincante qu'un avion cubain a attaqué et descendu un vol charter civil en route des États-Unis vers la Jamaïque, le Guatemala, Panama ou le Venezuela ”. Un groupe de passagers complices, qui pourrait être des étudiants par exemple, aurait pris un vol charter d'une compagnie détenue en sous-main par la CIA. Au large de la Floride, leur avion aurait croisé une réplique, en fait un avion apparemment identique, mais vide et transformé en drone. Les passagers complices seraient retournés sur une base de la CIA, tandis que le drone aurait continué en apparence leur trajet. L'appareil aurait émis des messages de détresse indiquant qu'il était attaqué par la chasse cubaine, et aurait explosé en vol.

La réalisation de ces opérations implique nécessairement la mort de nombreux citoyens américains, civils et militaires. Mais c'est précisément leur coût humain qui en fait d'efficaces actions de manipulation.

### LAYMAN L. LEMNITZER, LE RETOUR

**P**our John F. Kennedy, Lemnitzer est un anti communiste hystérique soutenu par des multinationales sans scrupules. Le nouveau président comprend le sens de la mise en garde de son prédécesseur, le président Eisenhower, un an plus tôt, lors de son discours de fin de mandat : “ *Dans les conseils du gouvernement, nous devons prendre garde à l'acquisition d'une influence illégitime, qu'elle soit recherchée ou non par le complexe militaro-industriel. Le risque d'un développement désastreux d'un pouvoir usurpé existe et persistera. Nous ne devons jamais laisser le poids de cette conjonction menacer nos libertés ou les processus démocratiques. Nous ne devons rien considérer comme acquis. Seules une vigilance et une conscience citoyennes peuvent garantir l'équilibre entre l'influence de la gigantesque machinerie industrielle et militaire de défense et nos*

---

Éditeur : Réseau Voltaire pour la liberté d'expression. Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, publiée au *Journal Officiel* du 2 mars 1994.

Président : Thierry Meyssan. Vice-présidents : Alain Callès, Yves Frémion, Pierre-Louis Marget, Jean-Jacques Mitterrand. Secrétaire général : Jean-Claude Ramos. Trésorier : Michel Sitbon. Trésorier adjoint : Bernard Célérier. Administrateurs : Jean-Luc Bennahmias, Claudine Chacoux, David Cohen, Colette Dutertre, Jean-François Hory, Bernard Joubert, Véronique Jullien, Xavier Niel, Christian Terras..

Siège social : 8, rue Auguste-Blanqui. F-93200 Saint-Denis. Adresse postale : BP 35, F-93201 Saint-Denis cedex. Tél. : 01.48.09.20.54. Fax : 01.48.09.20.15. Serveur internet : <www.reseauvoltaire.net>. E-mail : <redaction@reseauvoltaire.net>.

Directeur de la publication : Thierry Meyssan. Rédacteur en chef : Mehdi Ba. Secrétaire de rédaction : Serge Marchand. Correcteur : Guy Barbey. Webmestre : Raphaël Meyssan. Photographies de George Bush : White House Office.

Réseau Voltaire ®. Imprimerie spéciale. ISSN 1261-050X. CMPAP n°0905 G 76564. Dépôt légal à parution. Reproduction interdite dans les trois mois suivant publication, puis autorisée avec mention de la source : “reseauvoltaire.net”. 24 numéros par an. Abonnement annuel (édition papier) : France 410 FF, autres pays de l'Union européenne 70 euros. Abonnement annuel (édition informatique) : 250 FF ou 38,1 euros.

---

*méthodes et nos buts pacifiques, de sorte que la sécurité et la liberté puissent croître de pair*”<sup>7</sup>.

En définitive, John F. Kennedy, résiste aux généraux Walker, Lemnitzer et à leurs amis, et refuse d’engager plus avant l’Amérique dans une guerre à outrance contre le communisme, à Cuba, au Laos, au Vietnam ou ailleurs. Il est assassiné, le 22 novembre 1963<sup>8</sup>.

Le général Lemnitzer prend sa retraite en 1969. Mais, en 1975, alors que le Sénat commence des investigations sur le rôle exact de la CIA sous l’administration Nixon, Gerald Ford, qui assure l’intérim de la présidence depuis le scandale du Watergate, lui demande de participer à cette enquête. Après qu’il eut aidé à enterrer la polémique, Ford le sollicite à nouveau pour animer un groupe de pression, le Committee on the Present Danger (CPD – Comité sur le danger actuel). Cette association est une création de la CIA, alors dirigée par George Bush père. Elle mène campagne contre le danger soviétique. Parmi ses administrateurs, on trouve divers responsables de la CIA et Paul D. Wolfowitz (actuel secrétaire adjoint à la Défense, en charge des opérations en Afghanistan). Parallèlement, Gerald Ford promeut le brigadier général William H. Craig, qui avait dirigé les études préliminaires de l’opération Northwoods, directeur de la National Security Agency (NSA).

Le général Layman L. Lemnitzer meurt le 12 novembre 1988.

En 1992, l’opinion publique américaine s’interroge sur l’assassinat du président Kennedy après la diffusion d’un film d’Oliver Stone montrant les incohérences de la version officielle. Le président Clinton ordonne la déclassification de très nombreuses archives de la période Kennedy. Dans les papiers du secrétaire à la Défense Robert McNamara, on retrouve l’unique copie conservée du projet Northwoods.



---

1 *A Program of Covert Operations Against the Castro Regime*, document déclassifié de la CIA en date du 16 avril 1961.

2 *The Chairmen of the Joint Chiefs of Staff*, Willard J. Webb et Ronald H. Cole, DoD, 1989. *Swords and Plowshares*, Maxwell D. Taylor, 1972.

3 Voir notre étude “ Les Forces spéciales clandestines ”, in *Les Notes d’information du Réseau Voltaire* n° 235. Pour de plus amples détails, *Edwin A. Walker and the Right Wing in Dallas*, par Chris Cravens, South Texas State University, 1993.

4 *Les Secrets d’une reddition*, Allen Dulles, Calmann-Lévy, 1967.

5 Les documents de l’opération Northwoods ont initialement été publiés en Australie par Jon Elliston (*Psy War on Cuba, The Declassified History of US Anti-Castro Propaganda*, Ocean Press éd., 1999) sans provoquer de réactions aux États-Unis. Ils ont été à nouveau exploités par le journaliste d’ABC News, James Bamford dans son histoire de la NSA (*Body of Secrets, Anatomy of the Ultra-Secret National Security Agency from the Cold War to the Dawn of a New Century*, Doubleday éd., 2001) suscitant alors un vif émoi chez les historiens.

6 À l’époque, Cuba était une colonie espagnole. Les USA intervinrent militairement pour achever la décolonisation de Cuba et lui imposer un statut de protectorat.

7 Dwight Eisenhower, *Farewell Address*, 17 janvier 1961.

8 *JFK, Autopsie d’un crime d’État*, William Reymond, Flammarion, 1998.



DEPUTY SECRETARY OF DEFENSE  
1010 DEFENSE PENTAGON  
WASHINGTON, DC 20301-1010

18 OCT 2001

MEMORANDUM FOR SECRETARIES OF THE MILITARY DEPARTMENTS  
CHAIRMAN OF THE JOINT CHIEFS OF STAFF  
UNDER SECRETARIES OF DEFENSE  
DIRECTOR, DEFENSE RESEARCH AND ENGINEERING  
ASSISTANT SECRETARIES OF DEFENSE  
GENERAL COUNSEL OF THE DEPARTMENT OF DEFENSE  
INSPECTOR GENERAL OF THE DEPARTMENT OF DEFENSE  
DIRECTOR, OPERATIONAL TEST AND EVALUATION  
ASSISTANTS TO THE SECRETARY OF DEFENSE  
DIRECTOR, NET ASSESSMENT  
DIRECTORS OF THE DEFENSE AGENCIES  
DIRECTOR OF THE DOD FIELD ACTIVITIES

SUBJECT: Operations Security Throughout the Department of Defense

On 14 September the President declared a national emergency by reason of terrorist attacks and the continuing and immediate threat of further attacks on the United States. As this Department assists wide-ranging efforts to defeat international terrorism, it is clear that US military and civilian service lives, DOD operational capabilities, facilities and resources, and the security of information critical to the national security will remain at risk for an indefinite period.

It is therefore vital that Defense Department employees, as well as persons in other organizations that support DOD, exercise *great* caution in discussing information related to DOD work, regardless of their duties. Do not conduct *any* work-related conversations in common areas, public places, while commuting, or over unsecured electronic circuits. Classified information may be discussed *only* in authorized spaces and with persons having a specific need to know and the proper security clearance. Unclassified information may likewise require protection because it can often be compiled to reveal sensitive conclusions. Much of the information we use to conduct DOD's operations must be withheld from public release because of its sensitivity. If in doubt, do not release or discuss official information except with other DoD personnel.

All major components in this Department to include the Office of the Secretary of Defense, the Military Departments, the Joint Staff, the Combatant Commands, the Defense Agencies, the DOD Field Activities and all other organizational entities within the DOD will review the Operations Security (OPSEC) Program, described in DOD Directive 5205.2, and ensure that their policies, procedures and personnel are in compliance. We must ensure that we deny our adversaries the information essential for them to plan, prepare or conduct further terrorist or related hostile operations against the United States and this Department.



---

*Nous avons publié dans notre précédente édition une note secrète du président George W. Bush, en date du 5 octobre 2001, adressée à quatre ministres et aux directeurs de la CIA et du FBI, leur donnant instruction de tenir les membres du Congrès à l'écart de leurs activités. La fuite de ce document a suscité de violentes polémiques au Capitole, où l'on souligne son caractère anticonstitutionnel. Depuis, Ari Fleischer, porte-parole de la Maison-Blanche, a indiqué que le président renonçait à l'appliquer, mais, selon nos informations, aucune note d'infirimation n'aurait été distribuée aux destinataires.*

*Nous publions aujourd'hui un mémo interne du Pentagone, en date du 18 octobre 2001, visant à renforcer le secret de toutes les décisions touchant à la Défense. Manifestement, l'ennemi ne se résume pas à une poignée d'islamistes terrée dans une grotte en Afghanistan.*



## Sécurité-Défense

Objet : Sécurité des opérations dans tous les secteurs du département de la Défense

Le 14 septembre, le président a déclaré un état d'urgence nationale en raison tant d'attaques terroristes que de la menace persistante et immédiate de nouvelles attaques contre les États-Unis. Notre département étant impliqué dans les divers efforts visant à vaincre le terrorisme international, il est évident que les vies de nos compatriotes dans les institutions militaires et civiles; la capacité, les infrastructures et les ressources opérationnelles du département de la Défense; et enfin la sécurité d'informations essentielles à la sûreté nationale resteront exposées au danger pour une période indéterminée.

Il est donc vital que les agents du département de la Défense (DOD), tout comme les personnes relevant d'autres organisations collaborant avec le DOD, exercent une grande prudence dans leurs discussions touchant aux activités du DOD, et cela quelles que soient leurs responsabilités. Ne tenez aucune conversation relative à vos activités professionnelles dans les espaces ouverts, dans les lieux publics, durant vos déplacements domicile-travail, ou encore par des moyens de communication électronique non sécurisés. Les informations à caractère confidentiel seront abordées exclusivement dans les lieux prévus à cet effet, et avec des personnes disposant à la fois d'une raison spécifique d'accéder à l'information et d'une habilitation de sécurité ad hoc. L'information non confidentielle peut devoir faire l'objet d'une protection identique dès lors qu'elle peut être recoupée pour conduire à des conclusions à caractère sensible. La plus grande partie de l'information utilisée dans le cadre des missions du DOD sera soustraite du domaine public en raison de son caractère sensible. Dans le doute, abstenez-vous de diffuser ou discuter les informations officielles, sauf au sein du DOD.

Les principaux organes de ce département, y compris le cabinet du Secrétaire à la Défense, les département militaires, l'état major interarmes, les commandements opérationnels, les agences de la Défense, le DOD sur des théâtres d'opération, et toutes les autres unités du DOD se référeront au Programme de sécurité des opérations (OPSEC), décrit dans la Directive 5205.2 du DOD, et veilleront à ce que leur politiques, procédures et personnels s'y conforment. Nous devons nous assurer que nos adversaires seront privés de l'information indispensable à la planification, la préparation ou la mise en œuvre de nouvelles actions terroristes, ou d'actions hostiles connexes, visant les États-Unis et ce département.

Paul Wolfowitz (secrétaire adjoint à la Défense)

---

# Liberté immuable



**26 janvier 2001** : Investiture de Georges W. Bush comme président des États-Unis à la suite d'élections truquées. Il a été désigné par la Cour suprême, selon des critères juridiques et religieux, sans que l'on ait pu décompter les votes. Son premier décret proclame une journée nationale de prière et d'action de grâce. Son second décret interdit les subventions fédérales aux organismes étrangers favorables à la liberté de l'avortement. Son premier programme d'importance consiste à couper massivement les crédits sociaux fédéraux et à s'en remettre aux organisations religieuses.

**Janvier** : Des bases secrètes américaines sont

installées au Tadjikistan, en Ouzbékistan et au Kyrgystan.

**21 mai** : Le secrétaire d'État, Colin Powell, attribue 43 millions de dollars d'aide au régime taliban. Cette subvention est destinée à compenser les pertes des paysans afghans après la destruction massive de plantations de pavot.

**5 juillet** : Le département d'État interdit à l'agent spécial du FBI, John O'Neill, qui enquête sur les réseaux Ben Laden, de se rendre au Yémen pour élucider la responsabilité du leader islamiste dans l'attentat commis le 12 octobre 2000 contre le destroyer USS Cole.

**5-15 juillet** : Christina Rocca, conseillère du département d'État et ex-responsable des agents islamistes des réseaux stay-behind, rencontre à Islamabad l'ambassadeur des Taliban, Abdus Salam Zaeef.

**4-14 juillet** : Oussama Ben Laden est opéré à l'hôpital américain de Dubaï. Il y rencontre diverses personnalités saoudiennes et le chef de poste CIA dans l'émirat.

**Juillet** : Le général Ahmed Mahmud, chef des services secrets pakistanais (ISI), vire 100 000 dollars sur un compte bancaire de Mohammed Atta.

**Mi-juillet** : Échec des négociations multipartites à Berlin et Genève relatives à la construction d'un pipe-line reliant le Turkménistan à l'océan Indien. Des délégations afghane, allemande, américaine, pakistanaise et russe y participent. Les représentants américains conduits par Tom Simmons (ancien ambassadeur au Pakistan), Karl Inderfurth (ancien assistant du secrétaire d'État) et Lee Coldren (ancien expert au département d'État) menacent

---

l'Afghanistan d'une intervention militaire.

**Août** : Transmission à la CIA d'informations sur une probable agression contre les États-Unis par ses homologues allemands, égyptiens, français, israéliens et russes.

**25-30 juillet** : Réception de Qazi Hussein Ahmad, chef pakistanais de la Jamaa Islamiya et ambassadeur officieux d'Oussama Ben Laden, au département d'État. La rencontre est préparée par Leila Helms, nièce de l'ex-directeur de la CIA.

**31 août** : Le roi Fadh nomme le prince Nawaf Ben Abdel Aziz (proche du prince héritier Abdallah) comme chef des services de renseignement saoudiens, en remplacement du prince Turki al-Fayçal (tuteur et toujours protecteur d'Oussama Ben Laden).

**1<sup>er</sup>-10 septembre** : Achats massifs d'options de vente sur les titres American Airlines, United Airlines, KLM Royal Dutch Airlines, Morgan Stanley Dean Witter & Co, Merrill Lynch & Co, Munich Re, Swiss Re, Axa. L'essentiel de l'opération est porté par Alex. Brown, filiale américaine de la Deutsche Bank.

**1<sup>er</sup>-10 septembre** : Le Royaume-Uni procède au plus important déploiement de flotte depuis la guerre des Malouines à l'occasion des manœuvres Essential Harvest. Cette opération prend place à Oman, à proximité du Pakistan. Simultanément, les troupes de l'OTAN s'adonnent aux manœuvres Bright Star en Égypte impliquant 40 000 soldats dont 17 000 Américains. L'ensemble des troupes anglo-américaines prépositionnées dans la région sera mobilisé pour la guerre d'Afghanistan.

**9 septembre** : Assassinat du commandant Massoud, adversaire résolu des taliban et des Américains, armé par les Russes et les Iraniens.

**10 septembre** : Le président Bush nomme le général Richard B. Myers (spécialiste de la défense spatiale

et partisan du bouclier anti-missiles) comme chef d'état-major des armées en remplacement du général Shelton (ancien chef des forces spéciales).

**11 septembre** : Le général Ahmed Mahmud est en visite à Washington, porteur de messages d'Oussama Ben Laden. Attentats aux États-Unis, l'agent fédéral John O'Neill fait partie des victimes. Selon le FBI, Mohammed Atta en aurait assuré la direction opérationnelle.

**12 septembre** : George Bush proclame une journée nationale de prière et déclare : « *Cela va être une bataille monumentale du Bien contre le Mal* ».



**13 septembre** : Le secrétaire aux Transports, Norman Y. Mineta, rétablit le trafic aérien civil. Colin Powell déclare qu'Oussama Ben Laden est suspecté d'être le commanditaire des attentats.

**14 septembre** : Le FBI déclare que les boîtes noires des appareils sont trop endommagées pour être exploitables. Le département de la Justice publie une liste de dix-neuf personnes suspectées d'avoir été les pirates de l'air. George W. Bush déclare l'état d'urgence et rappelle 50 000 réservistes. Les deux chambres votent un crédit de 40 milliards de dollars pour l'aide aux victimes et la lutte contre le terrorisme.

**15 septembre** : Le département de la Défense active l'opération Aigle noble. Démission de Mayo

Shattuck III, directeur de l'Alex. Brown Bank, qui avait porté les opérations d'initiés.

**16 septembre** : Oussama Ben Laden dément toute implication dans les attentats.

**20 septembre** : Georges Bush exige que les Taliban livrent Oussama Ben Laden. Le général Colin Powell rassemble une coalition d'une quarantaine d'États alliés. Les États-Unis déclenchent l'opération Justice sans limites (ultérieurement renommée Liberté immuable). Un million et demi d'Afghans prennent le chemin de l'exode pour fuir la riposte américaine à venir.

**26 septembre** : Le président Bush se rend au siège de la CIA pour féliciter le personnel de la qualité de son travail et lui redire sa confiance.

**28 septembre** : La FAA informe les pilotes des restrictions militaires de l'espace aérien et des nouvelles conditions d'intervention de la chasse.

**1<sup>er</sup> octobre** : À Rome, où réside Zaher Shah, constitution d'un " Conseil suprême d'unité nationale de l'Afghanistan " appelé à remplacer l'ancien souverain au pouvoir taliban.

**7 octobre** : Les forces anglo-américaines bombardent l'Afghanistan. Le lendemain, les États-Unis informent l'ONU que leur " légitime défense " pourrait s'étendre à d'autres États que l'Afghanistan. George Bush crée le bureau de la Sécurité intérieure. Dans un message vidéo enregistré, Oussama Ben Laden se réjouit des attentats du 11 septembre.

**15 octobre** : L'Organisation internationale des commissions de valeurs renonce à établir l'identité des bénéficiaires des délits d'initiés.

**17 octobre** : Premières alertes à l'anthrax aux États-Unis.

**25 octobre** : Donald Rumsfeld déclare que Ben Laden ne sera peut-être pas capturé, mais qu'il sera possible d'instaurer un nouveau régime en Afghanistan.

**26 octobre** : Le président Bush signe le Patriot Act, limitant les libertés individuelles en temps de guerre contre le terrorisme. Des législations identiques sont adoptées par chaque État allié.

**27 octobre** : L'ambassadeur Wendy Chamberlain informe le ministre pakistanais du pétrole que le projet Unocal de construction d'un gazoduc à travers l'Afghanistan est désormais à nouveau à l'ordre du jour.

## ABONNEMENT

Abonnez-vous directement en ligne sur [reseauvoltaire.net](http://reseauvoltaire.net) (paiement sécurisé par carte bleue) ou retournez ce coupon avec votre règlement à Réseau Voltaire, BP 35, F-93201 Saint-Denis cedex

Je m'abonne aux *Notes d'information du Réseau Voltaire* (24 numéros /an) :

- édition papier (expédiée par voie postale) : 410 F  
 édition informatique (expédiée par e-mail en format PDF) : 250 F

J'adhère à l'association Réseau Voltaire

- personne physique : 100 F minimum  
 personne morale (association, syndicat, etc.) : 500 F minimum

Je soutiens le Réseau Voltaire par un don de :

- 100 F  
 250 F  
 500 F

Je joins mon règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre du "Réseau Voltaire".

Prénom et Nom :  
Adresse :

Téléphone :  
Télécopie :  
E-mail :

Date et signature